Bujumbura accuse l’UE de financement dans la déstabilisation du pays

@rib News,Â 06/06/2017Â â€“ SourceÂ XinhuaLe Burundi dÃ©nonce l'implication de l'UE dans la "dÃ©stabilisation" de ses institutions rÃ©publicainesL'Union EuropÃ©enne serait impliquÃ©e dans la "dÃ©stabilisation" des institutions rÃ©publicaines du Burundi depuis plusieurs annÃ©es dans une perspective de "changement de rÃ©gime" dans le pays, a dÃ©clarÃ© mardi Philippe Nzobonariba, secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral et porte-parole du gouvernement burundais, dans un communiquÃ©.

Les relations entre l'UE et le gouvernement du prÃ©sident Nkurunziza se sont "dÃ©tÃ©riorÃ©es" depuis le 14 mars 2016, date Ã laquelle l'UE a annoncÃ© sa dÃ©cision portant suspension de l'aide financiÃ¨re directe Ã l'administration burundaise, en invoquant la violation par celle-ci, de l'Accord de Cotonou (BÃ©nin) de 2000 liant la vingtaine de pays de l'UE Ã 77 pays ACP(Afrique-Caraibes-Pacifiques), en ce qui concerne la protection des droits humains. Le gouvernement du Burundi "vient de prendre connaissance de la circulation des documents portant sur la probable implication de l'UE dans la dÃ©stabilisation des Institutions RÃ©publicaines du Burundi notamment la tentative de changement de rÃ©gime au Burundi", prÃ©cise le communiquÃ©. Ces documents, poursuit le communiquÃ©, rapportent des "faits graves imputables Ã la dÃ©lÃ©gation de l'UE Ã Bujumbura et qui datent de l'annÃ©e 2014 ; plusieurs mois donc, avant l'insurrection et la tentative de la tentative de coup d'Etat du mois de mai 2015". Le communiquÃ© ajoute que dans ces documents en circulation, il est rapportÃ© que l'UE a procÃ©dÃ© Ã des "financements Ã l'endroit de personnes physiques ou morales impliquÃ©es dans la dÃ©stabilisation du Burundi" et actuellement sous mandat d'arrÃªt international Ã©mis par la justice burundaise. Ces rÃ©vÃ©lations, indique par ailleurs le communiquÃ©, viennent s'ajouter Ã d'autres Ã©lÃ©ments qui ont poussÃ© le gouvernement burundais "Ã dÃ©nonce une probable main Ã©trangÃ¨re" dans les actes de sabotage de son programme de promouvoir la paix et la dÃ©mocratie, particuliÃ¨rement le processus conduisant aux Ã©lections de 2015. D'aprÃ¨s le communiquÃ©, ces documents, ainsi mis Ã dÃ©couvert, pourraient accrÃ©diter la thÃ¨se selon laquelle "certains acteurs de l'UE, nourrissent depuis plusieurs annÃ©es, le dÃ©sir d'opÃ©rer un changement de rÃ©gime au Burundi". "Par ces documents, le Gouvernement du Burundi vient de se rendre compte et de trouver une rÃ©ponse claire aux interrogations qu'il se posait sur les raisons des pressions politico - diplomatiques de l'UE contre le Burundi et ses prises de positions toujours dÃ©favorables aux intÃ©rÃªts du Burundi. Le Gouvernement n'a jamais cessÃ© de dÃ©noncer le rÃ´le jouÃ© par la dÃ©lÃ©gation de l'UE au Burundi, ainsi que d'autres agissements prÃ©judiciables Ã la promotion de la paix et la dÃ©mocratie dans le pays", insiste le communiquÃ©. Pour Bujumbura, l'analyse "en profondeur" de ces rÃ©vÃ©lations, pourrait apporter plus de lumiÃ¨re, "sur les probables influences" qu'auraient exercÃ©s cette politique de l'UE contre le Burundi, dans la prise de certaines dÃ©cisions.

Â

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});